



Cahier des Clauses Techniques Particulières

Lot n° 2

Assurance « RESPONSABILITE CIVILE ATTEINTES A L'ENVIRONNEMENT »

Cahier des Clauses Techniques Particulières

Conditions Particulières

L'Assuré
Durée du contrat
Objet de l'assurance

TITRE I – DÉFINITIONS

ARTICLE PREMIER – DÉFINITIONS

TITRE II – OBJET ET ÉTENDUE DES GARANTIES

ARTICLE 2 – OBJET DES GARANTIES

ARTICLE 3 – ACTIVITÉS GARANTIES

ARTICLE 4 – LIMITES D'ENGAGEMENTS EN MONTANTS ET DANS LE TEMPS

ARTICLE 5 – GARANTIE DE RECOURS ET DE DEFENSE PENALE

ARTICLE 6 - ASSIETTE DE PRIME

ARTICLE 7 – RÉSILIATION DU CONTRAT

ARTICLE 8 – FRÉQUENCE DE PAIEMENT

Conditions Particulières

Assurance Responsabilité Civile Atteintes à l'Environnement

→ L'Assuré

Université de Strasbourg

ADRESSE : 4 rue Blaise Pascal - 67081 - Strasbourg

REPRÉSENTÉE PAR : Madame Frédérique BERROD - Présidente

→ Durée du contrat

Durée de marché : 4 ans

Date d'effet : 01/01/2026

Fin de marché : 31/12/2029

Échéance annuelle du contrat : 01/01

Préavis de résiliation : 4 mois avant l'échéance annuelle

→ Objet de l'assurance

Aux conditions générales mentionnées à l'acte d'engagement et aux présentes conditions particulières, lesquelles complètent et/ou annulent et/ou remplacent toutes stipulations contraires ou moins favorables à l'Assuré, l'Assureur garantit les risques définis ci-après :

Assurances des conséquences de la responsabilité civile ou administrative en cas d'atteinte à l'environnement et les pertes pécuniaires résultant de la responsabilité environnementale instaurée par la directive européenne 2004/35/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 avril 2004, sur la responsabilité environnementale en ce qui concerne la prévention et la réparation des dommages environnementaux.

TITRE I – DÉFINITIONS

ARTICLE PREMIER – DÉFINITIONS

Pour l'application du contrat, on entend :

→ **ASSURÉ :**

Le souscripteur et/ ou toute autre personne désignée comme tel aux présentes conditions particulières.

→ **ASSUREUR :**

L'assureur contractant de la police, qui en cas de co-assurance, agit en qualité de gestionnaire de contrat.

→ **ATTEINTE A L'ENVIRONNEMENT :**

L'émission, le rejet ou le dépôt de toute substance solide, liquide ou gazeuse diffusée par l'atmosphère, le sol ou les eaux, la production d'odeurs, bruits, vibrations, variations de température, ondes, radiations, rayonnements, excédant la mesure des obligations ordinaires de voisinage.

→ **AUTRUI (Tiers) :**

Toute autre personne que l'assuré et, à l'occasion de leurs activités communes, ses associés. Les préposés ou salariés de l'assuré sont considérés comme tiers pour les dommages non pris en compte par la sécurité sociale ou le statut de la fonction publique.

→ **DOMMAGES ENVIRONNEMENTAUX :**

Les dommages visés par la directive européenne 2004/35/CE et ses textes de transposition, à savoir les dommages affectant les sols, les eaux et ceux causés aux espèces et habitats naturels protégés.

→ **DOMMAGES CORPORELS :**

Toute atteinte corporelle subie par une personne physique et les préjudices qui en découlent.

→ **DOMMAGES MATÉRIELS :**

Toute atteinte ou destruction d'une chose ou substance, toute atteinte physique à un animal.

→ DOMMAGES IMMATÉRIELS :

Tout préjudice pécuniaire résultant notamment de la privation de jouissance d'un droit, de l'interruption d'un service rendu par une personne ou un bien meuble ou immeuble, ou de la perte d'un bénéfice. Ils sont qualifiés :

- soit de « consécutifs » : ils sont la conséquence des dommages corporels ou matériels garantis,
- soit de « autres dommages immatériels » : ce sont les autres dommages immatériels. Ils peuvent être consécutifs, à tous dommages matériels ou corporels non garantis et notamment ceux subis par les travaux exécutés ou les biens livrés, qui ne seraient pas couverts par le contrat. Ce sont aussi les dommages immatériels qui ne sont consécutifs à aucun dommage matériel ou corporel.

→ ÉCHÉANCE PRINCIPALE :

Celle qui marque le début de chaque période annuelle d'assurance.

→ EXISTANTS :

Biens meubles ou immeubles appartenant à des tiers, préexistant aux travaux de l'assuré, sur lesquels ou au voisinage desquels l'assuré effectue des travaux susceptibles de leur occasionner des dommages directement ou indirectement.

→ FAIT DOMMAGEABLE :

Le fait dommageable est celui qui constitue la cause génératrice du dommage ; un ensemble de faits dommageables ayant la même cause technique est assimilé à un fait dommageable unique.

→ FRAIS DE DEPOLLUTION :

Les frais engagés dans l'enceinte des sites de l'Assuré à la suite d'une atteinte à l'environnement.

Ces frais correspondent :

- aux opérations et mesures visant à neutraliser, isoler, confiner, détruire ou éliminer des substances dangereuses,
- à l'enlèvement, au transport et à la mise en décharge des matières polluées ou contaminées ainsi qu'au traitement éventuel qu'elles doivent subir avant leur mise en décharge ou leur destruction.

→ FRAIS DE PRÉVENTION (DES DOMMAGES ENVIRONNEMENTAUX) :

Les frais, tels que prévus par la directive européenne 2004/35/CE et ses textes de transposition, engagés pour prévenir ou minimiser les dommages environnementaux en cas de menace imminente de tels dommages.

Ils sont constitués des coûts justifiés par la nécessité d'une mise en œuvre correcte et effective des actions de prévention, y compris le coût de l'évaluation de la menace imminente de dommages environnementaux, les options en matière d'action, ainsi que les frais administratifs, judiciaires et d'exécution, les coûts de collecte des données et les autres frais généraux, et les coûts de la surveillance et du suivi.

Ces frais concernent également la responsabilité pour préjudice écologique.

→ FRAIS DE RÉPARATION (DES DOMMAGES ENVIRONNEMENTAUX) :

Les frais, tels que prévus par la directive européenne 2004/35/CE et ses textes de transposition, engagés pour la réparation des dommages environnementaux résultant de toute action ou combinaison d'actions, y compris des mesures d'atténuation ou des mesures transitoires visant à restaurer, réhabiliter ou remplacer les ressources naturelles endommagées ou les services détériorés ou à fournir une alternative équivalente à ces ressources ou services.

Ils sont constitués des coûts justifiés par la nécessité d'une mise en œuvre correcte et effective des actions de réparation, y compris le coût de l'évaluation des dommages environnementaux, les options en matière d'action, ainsi que les frais administratifs, judiciaires et d'exécution, les coûts de collecte des données et les autres frais généraux, et les coûts de la surveillance et du suivi.

Ces frais concernent également la responsabilité pour préjudice écologique.

→ FRAIS D'URGENCE :

Les frais engagés à la suite d'une atteinte à l'environnement ou d'une menace d'atteinte à l'environnement pour procéder aux opérations immédiates visant à neutraliser, isoler ou éliminer une menace réelle et imminente de dommages garantis causés aux tiers.

Ces frais concernent également la responsabilité pour préjudice écologique.

→ FRANCHISE :

Somme fixe et ou fraction du dommage prise en compte par l'assureur et que l'assuré conserve à sa charge.

→ GARANTIE PAR ANNÉE D'ASSURANCE :

L'engagement maximum de l'assureur pour garantir les sinistres survenus pendant la période comprise entre la date de garantie et celle de l'échéance principale, ou de 12 mois compris entre deux échéances principales, ou comprise entre l'échéance principale et celle de la cessation de garantie.

→ PRÉJUDICE ÉCOLOGIQUE :

Atteinte non négligeable aux éléments ou aux fonctions des écosystèmes ou aux bénéfices collectifs tirés par l'homme de l'environnement.

→ RÉCLAMATION :

Toute demande en réparation amiable ou contentieuse formée par la victime d'un dommage ou ses ayants-droit et adressée à l'Assuré ou à l'Assureur ou demande de réparation amiable ou contentieuse formée dans le cadre d'une atteinte environnementale.

→ SINISTRE :

Conformément aux articles L 124-1-1 et L 124-5 du Code des Assurances, constitue un sinistre tout dommage ou ensemble de dommages causés à des tiers, engageant la responsabilité de l'assuré, résultant d'un fait dommageable et ayant donné lieu à une ou plusieurs réclamations. Le fait dommageable est celui qui constitue la cause génératrice du dommage. Un ensemble de faits dommageables ayant la même cause technique est assimilé à un fait dommageable unique.

La garantie déclenchée par la réclamation couvre l'assuré contre les conséquences pécuniaires des sinistres, dès lors que le fait dommageable est antérieur à la date de résiliation ou d'expiration de la garantie, et que la première réclamation est adressée à l'assuré ou à son assureur entre la prise d'effet initiale de la garantie et l'expiration d'un délai subséquent à sa date de résiliation ou d'expiration mentionné par le contrat, quelle que soit la date des autres éléments constitutifs des sinistres.

Toutefois, la garantie ne couvre les sinistres dont le fait dommageable a été connu de l'assuré postérieurement à la date de résiliation ou d'expiration que si, au moment où l'assuré a eu connaissance de ce fait dommageable, cette garantie n'a pas été resouscrite ou l'a été sur la base du déclenchement par le fait dommageable. Les garanties s'appliquent donc aux dommages survenant après sa résiliation si, à la date de réclamation, aucun assureur ne les couvre.

L'assureur ne couvre pas l'assuré contre les conséquences pécuniaires des sinistres s'il établit que l'assuré avait connaissance du fait dommageable à la date de la souscription de la garantie, sous réserve que ces faits et événements n'étaient pas connus de l'assuré, lors de la souscription du contrat, comme étant susceptibles de faire jouer la garantie.

→ SOUSCRIPTEUR :

La personne morale ou physique désignée sous ce nom au présent contrat, qui le signe, demande l'établissement du contrat et s'engage notamment à en payer les primes.

TITRE II – OBJET ET ÉTENDUE DES GARANTIES

ARTICLE 2 – OBJET DES GARANTIES

→ Garantie responsabilité civile ou administrative

L'Assureur garantit les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile ou administrative de l'Assuré en raison des dommages corporels, matériels et immatériels (consécutifs et non consécutifs) subis par des tiers, faisant l'objet d'une réclamation et résultant d'une atteinte à l'environnement imputable à l'exercice des sites et activités assurés.

Cette garantie s'étend aux frais d'urgence et de prévention.

Cette garantie inclut également les conséquences pécuniaires de la responsabilité de l'Assuré en raison d'un préjudice écologique.

Au titre de la responsabilité pour préjudice écologique sont couverts les frais nécessaires à la réparation du préjudice y compris les dépenses exposées pour évaluer le dommage, prévenir la réalisation imminente d'un dommage, pour éviter son aggravation ou pour en réduire les conséquences, les frais d'étude pour déterminer les actions de réparation, les frais administratifs, judiciaires et les frais d'exécution, le coût de collecte des données, les frais généraux et le coût de surveillance et de suivi, les éventuels coûts relatifs aux mesures raisonnables propres à prévenir ou faire cesser le dommage.

→ Pertes pécuniaires

Responsabilité environnementale :

- L'Assureur garantit les frais d'urgence, de prévention et de réparation des dommages environnementaux incombant à l'Assuré au titre de sa responsabilité environnementale instaurée par la directive 2004/35/CE sur la responsabilité environnementale et ses textes de transposition.
- Les pertes pécuniaires sont étendues aux frais de dépollution liés aux atteintes à l'environnement qui touchent l'Assuré et comportent à ce titre également les frais d'urgence, de prévention et de réparation des dommages résultant d'une atteinte à l'environnement ou d'un préjudice écologique.

Responsabilité pour préjudice écologique couvrant, en conformité avec le Code civil :

- Les frais nécessaires à la réparation du préjudice y compris les dépenses exposées pour évaluer le dommage, prévenir la réalisation imminente d'un dommage, pour éviter son aggravation ou pour en réduire les conséquences, les frais d'étude pour déterminer les actions de réparation, les frais administratifs, judiciaires et les frais d'exécution, le coût de collecte des données, les frais généraux et coût de surveillance et de suivi ;
- Les éventuelles astreintes ou les dommages et intérêts éventuels mis à la charge de l'Assuré ;
- Les éventuels coûts relatifs aux mesures raisonnables propres à prévenir ou faire cesser le dommage ;
- Les frais de dépollution des sols et des eaux sur le site et à l'extérieur ;
- Les frais de dépollution des biens immobiliers et mobiliers ;

ARTICLE 3 – ACTIVITÉS GARANTIES

L'ensemble des activités et des installations de l'Université, ainsi que de toutes ses composantes de formations et ses laboratoires de recherche et autres instituts de recherches de l'assuré incluant et notamment les chaufferies et les animaleries s'y trouvant,... (liste non exhaustive).

Il est entendu que les sites peuvent être soumis ou non au classement ICPE, et que la garantie s'applique quel que soit le classement.

ARTICLE 4 – LIMITES D'ENGAGEMENTS

→ LIMITES D'ENGAGEMENTS EN MONTANTS

Garanties	Capitaux par année d'assurance
Tous dommages	5.000.000 €
Dommages matériels et immatériels, y compris frais des opérations destinées à prévenir les dommages garantis	2.500.000 €
Pertes pécuniaires (responsabilité environnementale, dépollution des sols et eaux, dépollution des biens immobiliers et mobiliers)	500.000 €

→ LIMITES D'ENGAGEMENT DANS LE TEMPS

Garantie Responsabilité civile ou administrative atteinte à l'environnement :

La garantie visée à l'article 2 est déclenchée par la réclamation et couvre l'Assuré contre les conséquences pécuniaires des sinistres, dès lors que le fait dommageable est antérieur à la date de résiliation ou l'expiration de la garantie, et que la première réclamation est adressée à l'Assuré ou à son Assureur entre la prise d'effet initiale de chacune des garanties et l'expiration d'un délai subséquent de cinq ans à sa date de résiliation ou d'expiration, quelle que soit la date des autres éléments constitutifs des sinistres.

Toutefois, la garantie ne couvre les sinistres dont le fait dommageable a été connu de l'Assuré postérieurement à la date de résiliation ou d'expiration que si, au moment où l'Assuré a eu connaissance de ce fait dommageable, cette garantie n'a pas été resouscrite ou l'a été sur la base du déclenchement par le fait dommageable. L'Assureur ne couvre pas l'Assuré contre les conséquences pécuniaires des sinistres s'il établit que l'Assuré avait connaissance du fait dommageable à la date de souscription de la garantie.

La garantie des frais d'urgence est déclenchée par la réclamation d'un tiers, ou à défaut par la déclaration de l'Assuré.

Garanties pertes pécuniaires :

La garantie visée à l'article 2, qui ne relève pas de l'assurance de responsabilité civile, s'applique aux dommages faisant l'objet d'une première constatation vérifiable pendant la période de validité de la garantie, ou pendant une période supplémentaire de cinq ans qui suit la résiliation ou l'expiration de la garantie, et qui résultent d'un fait dommageable survenu pendant la période de validité de la garantie.

→ LIMITES TERRITORIALES DES GARANTIES

Les garanties du présent contrat s'appliquent dans le monde entier.

ARTICLE 5 – GARANTIE DE RECOURS ET DE DEFENSE PENALE

L'assureur s'engage :

- A réclamer soit à l'amiable, soit devant toute juridiction, la réparation pécuniaire des dommages corporels, matériels et immatériel subis par l'assuré et engageant la responsabilité d'un tiers identifié, dans la mesure où l'indemnisation de ces dommages aurait été prise en charge par le contrat, si l'assuré en avait été le responsable et non la victime.
- A défendre, devant les tribunaux répressifs, la personne morale souscriptrice et toute autre personne morale ayant la qualité d'assuré et tous les agents de l'assuré poursuivis dans le cadre de l'exercice de leurs fonctions.

L'assureur supporte, à concurrence de la somme fixée aux présentes conditions particulières, les frais et honoraires d'enquête, d'expertise, d'avoués, d'avocats, d'exécution de jugements.

L'assuré fixe lui-même le montant de l'indemnité qu'il entend réclamer.

L'assureur dirige les recours mais s'interdit toute transaction sans l'accord préalable de l'assuré.

En cas de contestation sur l'opportunité d'engager ou de poursuivre une action judiciaire contre le tiers responsable d'un dommage, chaque partie nomme un arbitre.

Ces deux arbitres, le cas échéant, sont départagés par un tiers arbitre nommé par eux ou, à défaut d'accord, par le président du Tribunal judiciaire du domicile de l'assuré statuant en référé.

Chacun supporte les frais et honoraires de son arbitre et la moitié de ceux du tiers arbitre.

Si, contre l'avis des arbitres, l'assuré engage une action judiciaire et obtient une décision plus favorable, l'assureur remboursera, sur justification, les dépenses que l'assuré a engagées.

ARTICLE 6 - ASSIETTE DE COTISATION

L'assiette de cotisation est définie par l'assureur qui indiquera le cas échéant le mode de révision de la prime.

ARTICLE 7 – RÉSILIATION DU CONTRAT

Le contrat peut être résilié par l'assuré ou l'assureur :

- à l'échéance annuelle avec un préavis de 4 MOIS ;
- avant sa date d'expiration normale, avec un préavis de 4 MOIS, dans les cas et conditions prévues par le code des assurances, sous réserve des dispositions ci-après :
Par dérogation à l'article R 113.10 du code des assurances, l'assureur ne pourra résilier le présent contrat après sinistre, que si le montant à charge de l'assureur des sinistres de l'année est supérieur à quatre fois la prime annuelle HT. L'assureur devra justifier le calcul des provisions.

Conformément aux dispositions du code des assurances, en cas de résiliation en cours de période d'assurance, l'assureur n'a droit à aucune indemnité de résiliation.

ARTICLE 8 – FREQUENCE DE PAIEMENT

Fréquence annuelle.

Le présent contrat résulte d'un marché public. Les conditions d'engagement et éventuelles réserves au cahier des charges arrêtées lors du marché public, font partie intégrante du contrat, dans lequel elles s'insèrent. Ces conditions d'engagement prévalent sur les supports indiqués par l'assureur, lors de l'établissement du contrat, toutes les fois qu'elles sont plus favorables à l'assuré.